

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

*DCL / BREN / 2019 - 169 - 1*

EPUR CENTRE  
135 rue Lavoisier  
BP 92033  
71020 MACON Cedex 9

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-20, L. 514-5 et L.541-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014196-0015 délivré le 15 juillet 2014 à la société EPUR CENTRE pour l'exploitation d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux et dangereux sur le territoire de la commune de Mâcon, ZI, 135 rue Lavoisier ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 16 avril 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de la société EPUR CENTRE à la transmission du projet d'arrêté, dans le délai imparti ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014196-0015 dispose que les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement et que le sol des aires de réception, d'entreposage, de tri, de regroupement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, est étanche et incombustible, résiste aux chocs.

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014196-0015 dispose que l'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 25 octobre 2018, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a notamment constaté :

- que l'aire de la zone moteur était polluée par des huiles noires ;
- que le sol et les caniveaux du site n'étaient pas propres ;

- que le sol des aires de réception, entreposage, tri et regroupement de déchets dangereux est fortement endommagé à certains endroits, remettant en cause ainsi l'étanchéité de ces aires.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5.1.5, 8.2.2 et 2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société EPUR CENTRE de respecter les prescriptions des articles 8.2.2 et 2.3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la poursuite de l'installation présente des dangers ou des inconvénients pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment des risques de pollution des sols et/ou des eaux superficielles et souterraines ; qu'il y a lieu d'enlever les déchets stockés ;

**Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Saône-et-Loire ;**

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon (71020), **est mise en demeure**, pour les installations classées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mâcon (71020) – 135 rue Lavoisier :

- **avant le 30 juillet 2019** : de procéder au nettoyage de son site et à la dépollution de la zone moteur. Les déchets et effluents seront éliminés vers des filières autorisées à cet effet. Les justificatifs d'élimination des déchets sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement ;
- **avant le 30 septembre 2019** : d'assurer l'étanchéité des aires de réception, entreposage, tri et regroupement de déchets dangereux.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 – Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Mâcon et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de Mâcon pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Mâcon.
- une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

**Article 5 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de la commune de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Bourgogne-Franche-Comté, et M. le directeur de la société EPUR CENTRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera transmise l'unité départementale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mâcon.

Mâcon, le 18 JUIN 2019

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
Jean-Claude GENEY

